



jeudi 2 mars 2017

Les grands titres:

- La faim persiste dans les zones de conflits chroniques malgré de bonnes récoltes mondiales, selon la FAO
- Sensibiliser le monde aux Objectifs de développement durable requiert une approche locale et l'implication des jeunes
- Les politiques antidrogues doivent tenir compte des femmes, selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants
- La spéculation financière a conduit à une crise mondiale insoutenable du logement, selon une experte de l'ONU
- Iraq : plus de 1000 victimes civiles au mois de février, selon l'ONU
- L'ONU condamne le tir d'une roquette depuis Gaza en direction d'Israël
- Afghanistan : le Conseil de sécurité condamne les attaques terroristes à Kaboul

La faim persiste dans les zones de conflits chroniques malgré de bonnes récoltes mondiales, selon la FAO



De jeunes garçons rentrent chez eux après avoir pêché pendant une journée dans les marécages de Nyal, au Soudan du Sud.
Photo: FAO / Lieke Visser

2 mars - Si les réserves mondiales de nourriture sont abondantes, l'accès à la nourriture est fortement restreint dans les zones touchées par les conflits civils, tandis que la sécheresse aggrave l'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions d'Afrique de l'est, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) dans un rapport publié jeudi.

Intitulé 'Perspectives de récoltes et situation alimentaire', le rapport souligne que les urgences liées à la sécurité alimentaire sont appelées à augmenter.

Selon la FAO, près de 37 pays ont besoin d'une aide extérieure pour se nourrir. 28 d'entre eux se situent en Afrique sub-saharienne et subissent toujours les effets prolongés de la sécheresse de l'année dernière provoquée par le phénomène climatique El Niño et notamment ses répercussions sur les récoltes en 2016.

Pourtant, alors que la production agricole devrait connaître un rebond dans cette sous-région, les combats et les troubles prolongés contribuent aux déplacements de population et entraînent des souffrances liées à la faim dans d'autres régions du



monde. La famine a été officiellement déclarée au Soudan du Sud et la situation de la sécurité alimentaire suscite de vives inquiétudes dans le Nord du Nigeria, en Somalie et au Yémen.

« Nous sommes faces à une situation sans précédent. Nous n'avions jamais été confrontés à quatre menaces de famine dans plusieurs pays en même temps », a déclaré le Sous-Directeur général et responsable du Département développement économique et social, Kostas Stamoulis. « Il s'agit d'agir vite en apportant une aide agricole mais également en renforçant les moyens d'existence afin de s'assurer que de telles situations ne se répètent pas », a-t-il ajouté.

Les conflits et les troubles civils en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Irak, en Birmanie et en Syrie ont également contribué à exacerber l'insécurité alimentaire pour des millions de personnes et ont également affecté les pays voisins qui accueillent des réfugiés. De plus, la sécheresse en Afrique de l'Est, à la fin de l'année 2016, a accentué l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays de la sous-région.

Les tendances mondiales

De manière générale, en 2016, la production de céréales a connu des gains relativement importants dans le monde, avec notamment une relance record en Amérique centrale et de plus grandes cultures céréalières en Asie, en Europe et en Amérique du Nord.

Si l'on se projette en avant, les premières prévisions mondiales de la FAO pour la production de blé en 2017 indiquent une baisse d'1,8 % par rapport au niveau record enregistré l'année dernière. Cela est principalement dû aux prévisions faisant état d'une baisse de la production de 20% aux Etats-Unis, où les superficies ensemencées pour le blé d'hiver n'ont jamais été aussi réduites en l'espace de 100 ans.

Les prévisions pour les cultures de maïs en 2017 sont favorables au Brésil et en Argentine et les perspectives sont bonnes, de manière générale, pour les céréales secondaires dans tout l'hémisphère sud. Les perspectives pour le riz sont mitigées mais il est encore trop tôt pour se prononcer de manière catégorique pour de nombreuses autres cultures importantes à travers le monde.

En Afrique australe, les récoltes de maïs, amoindries par le phénomène El Niño, devraient s'améliorer cette année, avec notamment la production sud-africaine qui devrait augmenter de plus de 50 pour cent depuis 2016 et avec des tendances semblables vers la hausse dans les pays voisins. Néanmoins, une invasion de chenilles légionnaires et des inondations au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe pourraient limiter les gains de production en 2017.

Sensibiliser le monde aux Objectifs de développement durable requiert une approche locale et l'implication des jeunes



Deuxième journée au Festival mondial des idées pour le développement durable. Le festival se tient au World Conference Centre (WCC) à Bonn, en Allemagne. 2 mars 2017. Photo: photothek / Inga Kjer

2 mars - La sensibilisation du public aux Objectifs de développement durable (ODD) a été l'un des principaux thèmes de la deuxième journée du Festival mondial des idées pour le développement durable qui a réuni un éventail diversifié de partenaires gouvernementaux, du secteur privé, et de la société civile.

En mettant en valeur l'innovation et en privilégiant un mode ludique, cette conférence des Nations Unies qui se tient à Bonn, en Allemagne, vise à susciter de nouvelles façons de réfléchir aux défis les plus complexes du Programme de développement à l'horizon 2030.

« Il est absolument nécessaire que les citoyens soient conscients que nous avons cet agenda global et qu'à partir de cet agenda global nous allons pouvoir transformer le monde, préserver la planète, et en même temps offrir un processus de vie beaucoup stable et meilleur pour tout le monde », a déclaré la Secrétaire générale adjointe de l'ONU en charge de la communication et à l'information, Cristina Gallach, dans un entretien accordé à ONU Info.

« Plus nous communiquons sur les ODD et sensibilisons les gens à ce programme, plus les gouvernements devront rendre des comptes et veilleront à ce qu'ils soient mis en œuvre », a-t-elle ajouté.

Privilégier une approche locale

Le Département de l'information de l'ONU dirigé par Mme Gallach, est l'entité onusienne chargée d'informer le monde entier sur les ODD et de s'assurer que ces derniers soient connus et compris.

À cette fin, 17 'icônes' - chacune avec une couleur lumineuse, une expression courte et une image unique - ont été créées pour illustrer chaque objectif global. Ces icônes ont été traduites dans plus de 50 langues, du tchèque au bahasa indonésien et d'autres traductions sont en cours.

Privilégier une approche de communication sur les ODD au niveau local aidera les gens à travers le monde à pouvoir s'approprier les enjeux du programme de développement. « Beaucoup de communications doivent être faites localement dans les différentes langues que les gens parlent localement au quotidien », a expliqué Mme Gallach.

Cette approche au niveau local permettra également aux personnes de ressentir sur le terrain que le travail est en train d'être fait, « afin que les gouvernements locaux mettent en œuvre (le programme) et que les médias locaux suivent ce qui se passe », a ajouté la Secrétaire générale adjointe.

Les jeunes : meilleurs alliés pour la promotion des Objectifs de développement durable

L'ONU accorde également une attention particulière à la jeunesse, la considérant comme un partenaire clé dans la réalisation des ODD.

« [Les jeunes] savent que la planète ne va pas bien et qu'ils héritent de quelque chose de vraiment mauvais, alors ils veulent faire partie de la transformation », a déclaré Mme Gallach. « Ils savent que les objectifs seront atteints lorsqu'ils seront adultes, quand ils seront au point culminant de leur vie ».

La cheffe du Département de l'information de l'ONU a également souligné l'importance de forger des partenariats dans la réalisation des objectifs ainsi que dans la communication. En plus des icônes ODD - conçues en partenariat avec Jakob Trollbäck, en collaboration avec Project Everyone - d'autres exemples incluent la marque du métro de Mexico et une chanson de rap sur les ODD en collaboration avec Flocabulary, qui utilise la musique éducative hip-hop pour sensibiliser les étudiants.

« Plus nous communiquons, plus nous engrangerons des partenariats [et] cet agenda ne peut pas être mis en œuvre sans des partenariats très forts », a souligné Mme Gallach.

Le Festival mondial des idées, est le premier d'une série de forums annuels, organisé par la Campagne d'action de l'ONU pour les Objectifs de développement durable, en partenariat avec l'Overseas Development Institute (ODI) et avec le soutien du gouvernement allemand.

Les politiques antidrogues doivent tenir compte des femmes, selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants



Malgré les efforts d'éradication et d'éducation, l'usage de drogues, en particulier l'héroïne, continue de proliférer dans certaines parties du Myanmar.
Photo: IRIN

2 mars - Alors que les pays font état de hausses disproportionnées de surdoses chez les femmes, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) en appelle aux gouvernements pour qu'ils tiennent davantage compte des différences entre les sexes dans leurs politiques et programmes en matière de drogues.

Dans son dernier [rapport](#) annuel 2016 publié jeudi, l'OICS souligne que les gouvernements devraient donner la priorité à l'accès des femmes toxicomanes aux soins de santé, et demande que les activités de prévention et de traitement de la toxicomanie chez les femmes soient mieux financées et coordonnées.

« Nous voulons changer les perceptions et rappeler à tous, et en particulier aux décideurs, l'importance de la protection des droits des femmes qui font usage de drogues ou qui ont commis des infractions liées aux drogues et des droits de leurs familles », a déclaré le Président de l'OICS, Werner Sipp, dans un communiqué.

Les femmes et les filles représentent un tiers des usagers de drogues dans le monde, cet usage étant plus répandu parmi les femmes des pays à revenu élevé. Cependant, un cinquième seulement des personnes traitées sont des femmes, car elles se heurtent à d'importants obstacles systémiques, structurels, sociaux, culturels et personnels lorsqu'elles veulent accéder à un traitement pour toxicomanie.

Par rapport aux hommes, les femmes ont beaucoup plus de probabilité de se faire prescrire des narcotiques et des anxiolytiques et donc de faire abus de ces médicaments. Ainsi, l'Allemagne et la Serbie ont indiqué que les surdoses mortelles de médicaments délivrés sur ordonnance sont plus fréquentes chez les femmes. En outre, des pays comme le Royaume-Uni ont constaté de plus fortes hausses des surdoses (toutes substances confondues) chez les femmes que chez les hommes.

Le nombre de femmes arrêtées pour des infractions liées aux drogues a considérablement augmenté

Les détenues et les travailleuses du sexe sont particulièrement exposées au risque d'usage de drogues. Le nombre de femmes arrêtées pour des infractions liées aux drogues a fortement augmenté et, une fois emprisonnées, les femmes consomment de la drogue plus souvent que les hommes. Par ailleurs, il existe un lien étroit entre le travail du sexe et la consommation de drogues. Certaines femmes se livrent au commerce du sexe comme moyen de pourvoir à leur consommation de drogues, tandis que les travailleuses du sexe peuvent recourir à la drogue pour faire face aux exigences et à la nature de ce travail.

Les infections au VIH et les troubles mentaux sont plus fréquents chez les femmes toxicomanes. Pour les détenues en particulier, la séparation d'avec leurs communautés, foyers et familles a des incidences très préjudiciables et accroît le risque de dépression et de troubles anxieux.

Le Rapport souligne l'importance des programmes de prévention ciblant spécialement les détenues, les femmes enceintes, les personnes vivant avec le VIH/sida et les travailleuses du sexe. L'OICS demande aux États membres de recueillir et communiquer des données pour permettre de mieux comprendre les besoins spécifiques des femmes toxicomanes, afin d'améliorer la prévention, le traitement et la réadaptation.

La lutte contre la drogue ne peut se limiter à des actions répressives

Dans son dernier rapport, l'OICS condamne les sanctions extrajudiciaires visant des personnes soupçonnées d'activités illicites liées à la drogue et demande aux États d'abolir la peine de mort pour les infractions liées aux drogues.

L'organe déplore que dans de nombreux États, les politiques de lutte contre les infractions liées à la drogue, y compris la détention pour consommation personnelle, reposent essentiellement sur une action répressive de la justice pénale, qui consiste notamment à engager des poursuites et à recourir à l'incarcération.

Les mesures de substitution telles que le traitement, la réadaptation et l'intégration sociale restent sous-utilisées. L'OICS souligne que les traités relatifs au contrôle des drogues n'imposent pas d'incarcérer les personnes qui font usage de drogues ou qui commettent des infractions mineures liées aux drogues.

L'OICS encourage les États où le nombre de personnes arrêtées et incarcérées pour des infractions mineures liées à la drogue est élevé à envisager d'adopter des mesures non punitives plutôt que d'autoriser l'utilisation du cannabis à des fins non médicales, ce qui pourrait se révéler contreproductif et est incompatible avec les obligations juridiques internationales.

L'OICS se félicite du fait que de nombreux États considèrent désormais l'usage de drogues et la toxicomanie comme un problème de santé publique appelant des réponses axées sur la santé.

La spéculation financière a conduit à une crise mondiale insoutenable du logement, selon une experte de l'ONU



Des bâtiments et hôtels de grande hauteur à Punta Pacifica, Panama City, Panama.
Photo: Banque mondiale / Gerardo Pesantez

2 mars - Les marchés financiers mondiaux ont poussé les gens hors des villes, a déclaré jeudi une experte indépendante des Nations Unies, accusant les marchés financiers et les spéculateurs de considérer le logement comme un « lieu où entreposer du capital ».

« Le logement a perdu sa fonction sociale et est plutôt vu comme un véhicule pour la richesse et la croissance des actifs. Il est devenue une denrée financière, dépouillé de son lien avec la communauté, la dignité et l'idée de la maison », a déclaré la Rapporteuse spéciale sur le droit au logement, Leilani Farha.

Dans son dernier rapport présenté jeudi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Mme Farha a examiné comment le logement est devenu un réceptacle du capital mondial ainsi que les conséquences de la marchandisation sur l'accessibilité du logement et l'itinérance.

La valeur totale du marché immobilier mondial est de 163 milliards de dollars, selon l'expert de l'ONU, soit l'équivalent de plus du double de l'économie mondiale.

« Le monde financier a essentiellement agit sans aucune considération du logement comme un droit humain et les États sont complices: ils ont soutenu les marchés financiers d'une manière qui a rendu le logement inabordable pour la plupart des résidents », a déclaré l'experte.

Le rapport de Mme Farha recommande des cadres plus solides, fondés sur les droits, à l'échelle nationale et internationale pour résoudre le problème. Il suggère que les États réglementent les acteurs privés non seulement pour prévenir des violations flagrantes des droits de l'homme, mais aussi pour s'assurer que leurs actions sont compatibles avec l'obligation de faire du logement un droit humain pour tous.

À Londres, par exemple, les promoteurs n'ont pas été effrayés par l'exigence de logements sociaux, a déclaré Mme Farha dans son allocution, tandis qu'à Vancouver, au Canada, les logements vacants sont assujettis à un prélèvement d'impôt de 1% qui contribue au logement des personnes à faible revenu.

« C'est une question de responsabilité », a dit Mme Farha. « La responsabilité du gouvernement envers les obligations internationales en matière de droits de la personne a été remplacée par la responsabilité envers les marchés et les investisseurs », a-t-elle déploré.

Des rapporteurs spéciaux et des experts indépendants sont nommés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève pour examiner et faire rapport sur un thème spécifique des droits de l'homme ou sur la situation d'un pays. Les postes sont honorifiques et les experts ne sont ni membres du personnel des Nations Unies, ni rémunérés pour leur travail.

Iraq : plus de 1000 victimes civiles au mois de février, selon l'ONU



Une jeune fille regarde à travers le trou d'un mur endommagé par le conflit dans une école de Ramadi, dans le Gouvernorat d'Anbar, en Iraq. UNICEF/Wathiq Khuzaié

2 mars - Selon les derniers chiffres publiés mercredi par la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI), au moins 392 civils ont été tués et 613 autres ont été blessés dans des actes de terrorisme, de violence et de conflits armés.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et chef de la MANUI, Ján Kubiš, a condamné dans un communiqué le ciblage délibéré des civils par l'organisation Etat islamique en Iraq et au Levant (EIL) et a salué les forces de sécurité irakiennes pour leur professionnalisme dans la poursuite des terroristes tout en cherchant à minimiser les pertes civiles.

« Les forces de sécurité irakiennes ont intensifié les opérations militaires pour libérer les autres parties de Mossoul sous contrôle de Daech, les terroristes ont frappé de nouveau, ciblant des civils avec des bombardements lâches pour atténuer la pression sur les lignes de front », a déclaré M. Kubiš se référant à l'organisation terroriste par son acronyme arabe.

« Les tentatives sinistres de Daech ont échoué à affaiblir la volonté du peuple et du gouvernement de l'Irak d'éliminer une fois pour toutes le fléau du terrorisme », a ajouté le Représentant spécial.

Le nombre de civils tués en février (392) est légèrement inférieur à celui de janvier (403). 924 autres civils avaient été blessés durant le premier mois de l'année.

L'ONU condamne le tir d'une roquette depuis Gaza en direction d'Israël



Nickolay Mladenov, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient. Photo ONU/Loey Felipe

2 mars - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a condamné jeudi le tir d'une roquette la veille en direction d'Israël depuis la bande de Gaza.

« J'appelle toutes les parties responsables à faire preuve de la plus grande retenue, à éviter les escalades et à prévenir les incidents qui mettent en danger la vie des Palestiniens et des Israéliens », a déclaré le Coordonnateur spécial dans un communiqué de presse.

M. Mladenov a précisé qu'il s'agit du troisième incident de ce genre au cours des 30 derniers jours, après presque quatre mois de calme.

« De telles provocations ne cherchent qu'à saper la paix », a-t-il prévenu.

Afghanistan : le Conseil de sécurité condamne les attaques terroristes à Kaboul



Plan large sur le Conseil de sécurité de l'ONU.
Photo ONU/Loey Felipe (archive)

2 mars - Le Conseil de sécurité a condamné mercredi soir avec la plus grande fermeté les attaques terroristes « lâches et odieuses » qui ont eu lieu le même jour dans deux quartiers de Kaboul.

Revendiquées par les Talibans, les attaques dans la capitale afghane ont fait au moins 15 morts et des dizaines de blessés.

Les membres du Conseil ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au peuple et au gouvernement afghan. Ils ont salué leur unité face à cette tragédie et ont souhaité aux blessés un prompt rétablissement.

Les 15 ont réitéré leur profonde préoccupation concernant les menaces que constituent les Talibans, Al-Qaida, l'Etat islamique en Irak et le Levant (ISIL / Da'esh) et les groupes illégaux et armés envers la population locale, aux forces de défense et de sécurité nationale et à la présence internationale en Afghanistan.

Les membres du Conseil ont souligné la nécessité de traduire en justice les responsables de ces actes répréhensibles de terrorisme et ont exhorté tous les États à coopérer avec les autorités afghanes. Ils ont réaffirmé que le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations est criminel et injustifiable et ne devrait être associé à aucune religion, nationalité, civilisation ou groupe ethnique.

Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé qu'aucun acte violent ou terroriste ne peut inverser le processus mené par les Afghans sur la voie de la paix, de la démocratie et de la stabilité en Afghanistan et qui est appuyée par le peuple et le gouvernement afghan et par la communauté internationale.